

La Marine nationale lors de l'opération « Séisme Haïti 2010 »

(Aspirant Benjamin NEGROTO, Centre d'Etudes Supérieures de la Marine)

Les catastrophes naturelles sont, hélas, une réalité meurtrière pour Haïti, et leurs conséquences sont aujourd'hui amplifiées par l'instabilité politique et les problèmes économiques qui gangrènent la vie sociale sur l'île. C'est pourquoi le séisme qui l'a frappée au début de l'année 2010 a donné lieu à l'une des plus grosses opérations humanitaires du monde, avec l'envoi de nombreux militaires de plusieurs pays amis pour soutenir le travail des organisations non gouvernementales (ONG) sur le terrain.

Le 12 janvier 2010, en plein après-midi, un tremblement de terre de magnitude 7 sur l'échelle de Richter se déclenche dans le Sud du pays, faisant d'énormes dégâts parmi les concentrations urbaines. Selon la Direction nationale de la protection civile haïtienne, cette catastrophe, survenue pendant que les enfants étaient encore à l'école et leurs parents au travail, aurait fait 217 000 morts, plus de 300 000 blessés, 1 230 000 sans-abri à Port-au-Prince la capitale et provoqué le déplacement de 500 000 personnes.

La réponse internationale est quasi immédiate mais elle va se heurter à plusieurs difficultés. Les ONG se retrouvent paralysées par le manque d'infrastructures encore en fonctionnement et peinent à acheminer l'aide humanitaire. En effet, les ports ainsi que l'aéroport ne sont pas faciles d'accès suite aux dégâts qu'ils ont subis lors du tremblement de terre, l'aéroport étant également particulièrement encombré (Médecins Sans Frontière par exemple, devra faire passer son matériel via Saint Domingue, n'ayant pas reçu les autorisations d'atterrissage de la part des militaires américains en charge du contrôle du trafic sur l'aéroport).

Dans ce contexte difficile, le soutien que va offrir la Marine nationale aux populations haïtiennes, directement ou via les ONG, est important.

Le 15 janvier, soit trois jours après la catastrophe, la France décide d'envoyer deux bâtiments capables de débarquer du matériel malgré des infrastructures portuaires et aéroportuaires limitées ou défectueuses. Le bâtiment de transport léger (BATRAL) *Francis Garnier* tout d'abord, appareille de Fort-de-France avec un bref arrêt en Guadeloupe pour charger du fret humanitaire. Il rejoint Port-au-Prince le 19 janvier et débarque trois tractopelles, deux mini pelleuses, un camion de maintenance, trois véhicules légers tout-terrains, une ambulance, 700 tentes et du fret au profit de la Croix Rouge. Il est suivi du transport de chalands de débarquement (TCD) *Siroco*. Ce dernier était au large du Sénégal et y achevait une mission de présence de quatre mois lorsqu'il est dérouteré en direction d'Haïti, avec une escale à Fort-de-France pour charger le matériel nécessaire. Il arrive dans la capitale le 24 janvier en milieu de journée, avec 2 000 tonnes de matériels : une cinquantaine de véhicules (camions militaires, véhicules de la Sécurité civile et de la Gendarmerie, une ambulance, des tractopelles...) de la nourriture, de l'eau, des médicaments, du matériel médical ainsi que des tentes.

Une fois leur cargaison débarquée, les deux navires français vont mouiller au large des côtes haïtiennes, afin de fournir, à partir de la mer, un soutien aux 600 militaires français engagés à terre. En plus des deux bâtiments dépêchés sur place, la Marine déploie sur le terrain quinze marins-pompiers du bataillon de Marseille et dix-sept plongeurs démineurs qui vont assister les ONG et les personnels de la Sécurité civile, avec l'aide des équipages du TCD et du BATRAL.

Parce que leur savoir-faire dans les travaux sous-marins est rare, les plongeurs démineurs, issus des Groupes de plongeurs démineurs (GPD) de Méditerranée, Atlantique et de la

Manche, participent à la remise en état du port, en effectuant la reconnaissance des fonds, en relevant les lieux où se trouvent des épaves et en remettant ces dernières à flot, comme ils le firent cinq ans plus tôt à la Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina.

Les marins-pompiers, pour leur part, sont allés renforcer les équipes des hôpitaux de la capitale (à savoir Canapé Vert, Sacré-Cœur, l'Hôpital de la Communauté Haïtienne et Diquini). Pour la Marine nationale, il s'agit « *de réorganiser une capacité hospitalière minimale sur l'île et de rouvrir au plus vite les blocs opératoires fortement endommagés* »¹. Leur travail permet d'apporter un soutien psychologique et des soins à plus de 200 personnes. L'aide médicale sur terre est appuyée par un renfort logistique en mer. Le *Siroco*, toujours au large de l'île, met à disposition des populations civiles ses deux blocs opératoires, ses deux salles de traitement pour grands brûlés, ainsi que ses 55 lits médicalisés. Les quatre hélicoptères de l'Aviation légère de l'armée de Terre (deux Gazelle et deux Puma) font la navette entre terre et mer pour acheminer et évacuer les blessés. Lors de son premier séjour (en février le TCD effectue une rotation vers les Antilles pour récupérer plus de matériel et de fret humanitaire), le *Siroco* permet la réalisation de 45 interventions médicales. Sur la totalité de son séjour à Haïti, la 9^e antenne chirurgicale aérotransportable effectue de trois à sept amputations, réductions de fractures ... par jour.

La gestion de la crise haïtienne a permis de démontrer l'importance de la Marine dans de telles opérations. En plus de posséder le matériel nécessaire pour agir de façon autonome dans à peu près n'importe quelles conditions (infrastructures portuaires inutilisables, aéroport occupé, ...) et de pouvoir compter sur un personnel possédant des compétences uniques, la Marine nationale peut s'appuyer sur des bâtiments pré-positionnés sur presque toutes les mers du globe, ce qui lui permet de se rendre rapidement sur les lieux des catastrophes naturelles.

Cette crise est révélatrice des avantages et des inconvénients des interventions simultanées des ONG et des forces armées, et ouvre de nombreux débats comme la préservation de la neutralité des ONG lorsqu'elles agissent de concerta avec des forces armées.

Sources :

- CECIS, *Summary offers of assistance Haïti (HT) earthquake*, http://ec.europa.eu/environment/civil/prote/prep_action2008.htm, 1^e mars 2010
- GRÜNEVALD François et RENAUDIN Blanche, *Etude en temps réel de la gestion de la crise en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010*, Groupe URD, 4 avril 2010
- (Dir) HOLMES John, *Response to the humanitarian crisis in Haiti*, IASC, 5 juillet 2010
- Site Internet *meretmarine.com*

¹ Communiqué repris sur le site *meretmarine.com* : ANONYME, *Haïti : Les marins pompiers à pied d'œuvre*, 20 janvier 2010